



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

*(Requête n° 7564/24 et 13 autres requêtes –
voir liste en annexe)*

ARRET

STRASBOURG

28 mai 2025

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

En l'affaire Rossetti et autres c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en un comité composé de :

Georgios A. Serghides, *président*,

Frédéric Krenc,

Alain Chablais, *juges*,

et de Viktoriya Maradudina, *greffière adjointe de section f.f.*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 7 mai 2025,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouvent des requêtes dirigées contre l'Italie et dont la Cour a été saisie en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention ») aux différentes dates indiquées dans le tableau joint en annexe.

2. Les requêtes ont été communiquées au gouvernement italien (« le Gouvernement »).

EN FAIT

3. La liste des requérants et les précisions pertinentes sur les requêtes figurent dans le tableau joint en annexe.

4. Les requérants se plaignent de l'inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes. Il se plaignent aussi de l'impossibilité d'entamer des procédures afin d'obtenir l'exécution desdites décisions.

LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNE PERTINENTE

5. Les Consortiums des provinces de Naples et Caserte (*Consorzi di bacino delle Province di Napoli e Caserta*) furent institués par la loi régionale n° 10 du 10 février 1993 (abrogée en 2007) relative aux « Normes et procédures pour l'élimination des déchets en Campanie ». Celle-ci disposa que le programme d'élimination des déchets devait être mis en place par les municipalités, les consortiums de municipalités et les communautés de montagne. Par la suite, le décret-loi n° 61 du 11 mai 2007 (converti en loi par la loi n° 87 du 5 juillet 2007) prévit l'obligation pour les municipalités de la région Campanie de gérer le processus de tri des déchets à travers les consortiums existants et d'en assurer le financement.

6. En 2008, pour répondre à la situation d'urgence relative à la gestion des déchets en Campanie, le décret-loi n° 90 du 23 mai 2008 (converti en loi par la loi n° 123 du 14 juillet 2008) disposa, entre autres, la réunion des consortiums et la création du Consortium unifié des provinces de Naples et

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

Caserte (*Consorzio unico di bacino delle Province di Napoli e Caserta*) et prévit à son article 15, alinéa 3, que :

« Toutes les ressources financières destinées à la poursuite des finalités relative à la situation d'urgence dans la gestion des déchets dans la Région de la Campanie (...) ne peuvent être soumises à des mesures de saisie ; les mesures de saisie déjà notifiées sont dépourvues d'effets ».

7. En exécution dudit décret-loi, l'Ordonnance du Président du Conseil des Ministres n° 3697 du 29 aout 2008 (article 2, alinéa 4) établit l'extension de l'interdiction de saisie aux sommes dont les municipalités étaient débitrices à l'égard des consortiums.

8. Avec le décret-loi n° 195 de 2009 visant à mettre fin à l'état d'urgence déclaré auparavant pour la gestion des déchets, le législateur décida d'ouvrir la mise en liquidation des consortiums, compte tenu de leur crise financière due au non-respect par les municipalités de leur obligation de s'en servir de manière exclusive pour la gestion des déchets. Il disposa également la nomination d'un commissaire chargé de s'occuper de l'évaluation des créances et des dettes des consortiums.

9. En ce qui concerne le contentieux qui s'ensuit pour l'exécution forcée de décisions de justice reconnaissant les créances vis-à-vis des consortiums, les juridictions administratives statuèrent à plusieurs reprises que les demandes des créanciers étaient irrecevables, au motif que la normative régissant les consortiums ne permettait pas l'introduction d'actions individuelles en exécution forcée (entre autres, Conseil d'État, n° 2527 du 20 avril 2020). S'agissant de la possibilité pour les créanciers des consortiums d'introduire une procédure en exécution contre les municipalités débitrices de ces derniers, elle est exclue par l'article 159 du décret législatif n° 267 du 18 aout 2000 (loi sur les collectivités locales) qui dispose comme suit :

« Les procédures en exécution forcée contre les collectivités locales ne sont pas permises auprès de sujets autres que les trésoriers ».

EN DROIT

I. SUR LA JONCTION DES REQUÊTES

10. Compte tenu de la similitude des requêtes, la Cour estime approprié de les examiner conjointement en un seul arrêt.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

A. Sur la violation alléguée de l'article 6 § 1 de la Convention concernant la non-exécution des décisions de justice

11. Les requérants se plaignent principalement de l'inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes rendues en leur faveur. Ils invoquent, expressément ou en substance, l'article 6 § 1 de la Convention.

12. La Cour rappelle que l'exécution d'un jugement ou arrêt, de quelque juridiction que ce soit, doit être considérée comme faisant partie intégrante du « procès » au sens de l'article 6. Elle renvoie par ailleurs à sa jurisprudence concernant l'inexécution ou l'exécution tardive de décisions de justice internes définitives (*Hornsby c. Grèce*, 19 mars 1997, § 40, *Recueil des arrêts et décisions* 1997-II).

13. Dans les arrêts de principe *Ventorino c. Italie*, n° 357/07, 17 mai 2011, *De Trana c. Italie*, n° 64215/01, 16 octobre 2007, *Nicola Silvestri c. Italie*, n° 16861/02, 9 juin 2009, et *Antonetto c. Italie*, n° 15918/89, 20 juillet 2000, la Cour a conclu à la violation de l'article 6 de la Convention au sujet de questions similaires à celles qui font l'objet de la présente affaire.

14. Après examen de l'ensemble des éléments qui lui ont été soumis, la Cour ne décèle aucun fait ou argument propre à la convaincre de parvenir à une conclusion différente quant à la recevabilité et au bien-fondé des griefs en question. Compte tenu de sa jurisprudence en la matière, elle estime qu'en l'espèce les autorités n'ont pas déployé tous les efforts nécessaires pour faire exécuter pleinement et en temps voulu les décisions de justice rendues en faveur des requérants.

15. Il s'ensuit que ces griefs sont recevables et révèlent une violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

B. Sur la violation alléguée de l'article 6 de la Convention concernant l'accès au tribunal

16. Tirant grief de l'article 6 § 1 de la Convention, les requérants se plaignent également du fait que la normative applicable aux consortiums débiteurs en état de liquidation leur empêche d'entamer toute procédure d'exécution pour obtenir le recouvrement de leurs créances.

17. Le Gouvernement n'a pas soumis d'observations.

18. La Cour rappelle que, s'agissant des créanciers d'une collectivité locale en cessation de paiement, elle a déclaré que l'impossibilité d'entamer une procédure d'exécution constituait une violation de l'article 6 § 1 de la Convention (*De Luca c. Italie*, n° 43870/04, 24 septembre 2013). À la lumière des éléments qui lui ont été soumis par les parties et de la normative interne

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

pertinente (*supra*, §§ 5-9), la Cour considère que les circonstances de l'espèce sont comparables à celles de l'affaire à l'origine de l'arrêt *De Luca* (précité).

19. Il s'ensuit que le grief est recevable et révèle une violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

III. SUR LES AUTRES VIOLATIONS ALLÉGUÉES RELEVANT D'UNE JURISPRUDENCE BIEN ÉTABLIE

20. Les requérants ont formulé un autre grief tiré de l'article 1 du Protocole n° 1 concernant l'inexécution des mêmes décisions de justice internes (voir tableau joint en annexe).

21. Constatant que ces griefs ne sont pas manifestement mal fondés au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et ne se heurtent à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour les déclare recevables. Après examen de l'ensemble des éléments en sa possession, elle conclut qu'ils révèlent également des violations de la Convention, eu égard à ses constats dans l'arrêt *Ventorino* (précité).

IV. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

22. Eu égard aux documents en sa possession et à sa jurisprudence (*Ventorino*, *De Trana*, *Nicola Silvestri*, et *Antonetto*, précités), la Cour estime raisonnable d'allouer les sommes indiquées dans le tableau joint en annexe.

23. La Cour constate en outre que l'État défendeur demeure tenu d'exécuter les décisions de justice qui restent exécutoires.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Décide* de joindre les requêtes ;
2. *Déclare* les requêtes recevables ;
3. *Dit* que ces requêtes révèlent une violation de l'article 6 § 1 de la Convention et de l'article 1 du Protocole n° 1 en raison de l'inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes ;
4. *Dit* que ces requêtes révèlent une violation de l'article 6 § 1 de la Convention concernant une atteinte au droit d'accès au tribunal ;
5. *Dit* que l'État défendeur doit, dans les trois mois, assurer par des moyens appropriés l'exécution des décisions de justice internes encore pendantes visées dans le tableau joint en annexe ;

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

6. *Dit*

- a) que l'État défendeur doit verser aux requérants, dans les trois mois, les sommes indiquées dans le tableau joint en annexe ;
- b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 28 mai 2025, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement.

Viktoriya Maradudina
Greffière adjointe f.f.

Georgios A. Serghides
Président

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

ANNEXE

Liste de requêtes concernant des griefs tirés de l'article 6 § 1 de la Convention et l'article 1 du Protocole n° 1
(inexécution ou exécution tardive de décisions de justice internes et atteinte au droit d'accès au tribunal)

No.	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Décision de justice interne pertinente	Date de début de l'inexécution	Date de fin de l'inexécution Délai d'exécution	Injonction des juridictions internes	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros) ¹	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros) ²
1.	7564/24 08/03/2024	Raffaele ROSSETTI 1972	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 1466/2007, 17/06/2013 Juge de paix de Marcianise, R.G. 290/2013, 22/04/2014 Juge de paix de Marcianise, R.G. 289/2013, 28/04/2014 Juge de paix de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 950/2013, 18/06/2014 Juge de paix de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 536/2013, 18/06/2014 Juge de paix de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 288/2013, 18/06/2014	17/06/2013 22/04/2014 28/04/2014 18/06/2014 18/06/2014 18/06/2014	en cours Plus de 11 année(s) et 9 mois et 25 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 11 mois et 20 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 11 mois et 14 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 24 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 24 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 24 jour(s)	<i>Consorzio unico di bacino delle province di Caserta e di Napoli</i> Paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>)	4 400	250

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

				Juge de paix de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 390/2013, 18/06/2014	18/06/2014	en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 24 jour(s)			
2.	7565/24 08/03/2024	Gianluca SABATINI 1972	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 8647/2008, 16/04/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 370/14, 17/03/2014	16/04/2013 27/06/2014	en cours Plus de 11 année(s) et 11 mois et 26 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 15 jour(s)	<i>Consorzio unico di bacino delle province di Caserta e di Napoli</i> Paiement des honoraires d'avocat (<i>avvocato antistatario</i>)	2 800	250
3.	7566/24 08/03/2024	Antonio COPERSINO 1968	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 390/13, 28/02/2013	28/02/2013	en cours Plus de 12 année(s) et 1 mois et 14 jour(s)	<i>Consorzio unico di bacino delle province di Caserta e di Napoli</i> Rémunération d'une prestation professionnelle en tant qu'avocat	6 700	250
4.	11897/24 18/04/2024	Elvira GENOVESE 1965	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 10629/2011, 07/02/2018	07/02/2018	en cours Plus de 7 année(s) et 2 mois et 4 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta (CUB)</i> Paiement des honoraires d'avocat ("avvocato antistatario")	4 025	250
5.	11898/24 18/04/2024	Giovanni IAVAZZO 1974	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 11177/2013, 19/12/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7472/2013, 23/09/2013 Tribunal de	20/12/2013 13/01/2014 13/01/2014	en cours Plus de 11 année(s) et 3 mois et 22 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 2 mois et 29 jour(s) en cours	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement des honoraires d'avocat ("avvocato antistatario")	4 200	250

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7479/2013, 23/09/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7475/2013, 23/09/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 9761/2013, 21/10/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7469/2013, 17/09/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7476/2013, 19/07/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 11943/2013, 19/12/2013</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2920/2011, 03/02/2016</p> <p>Tribunal de</p>	<p>13/01/2014</p> <p>20/02/2014</p> <p>21/02/2014</p> <p>23/05/2014</p> <p>23/05/2014</p> <p>03/02/2016</p> <p>14/03/2016</p>	<p>Plus de 11 année(s) et 2 mois et 29 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 11 année(s) et 2 mois et 29 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 11 année(s) et 1 mois et 22 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 11 année(s) et 1 mois et 21 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 10 année(s) et 10 mois et 19 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 10 année(s) et 10 mois et 19 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 2 mois et 8 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 28 jour(s)</p>		
--	--	--	---	---	--	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

				Santa Maria Capua Vetere, R.G. 1057/2016, 14/03/2016						
6.	17267/24 14/06/2024	Luciano GRAZIANO 1964	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 370/14, 17/03/2014	27/06/2014	en cours Plus de 10 année(s) et 9 mois et 15 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement pour prestations professionnelles.	9 600	250	
7.	17269/24 14/06/2024	Rosanna PAPA 1971	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 686/2015, 24/06/2015	10/07/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 9 mois et 1 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement des honoraires d'avocat ("avvocato antistatario")	7 900	250	
				Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 690/2015, 24/06/2015	10/07/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 9 mois et 1 jour(s)				
				Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 696/2015, 24/06/2015	10/07/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 9 mois et 1 jour(s)				
8.	19948/24 08/07/2024	Giuseppe FONTANAROSA 1971	Pasquale Biondi Telese Terme	Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 1338/2007, 11/04/2012	11/04/2012	en cours Plus de 13 année(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement des honoraires d'avocat ("avvocato antistatario")	12 500	250	
		Annarita BILLWILLER 1977		Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 2926/2011, 29/01/2014	29/01/2014	en cours Plus de 11 année(s) et 2 mois et 13 jour(s)				
		Ivana CERVONE 1977		Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7553/2014, 09/10/2014	09/10/2014	en cours Plus de 10 année(s) et 6 mois et 2 jour(s)				
				Tribunal de Santa Maria Capua Vetere,	07/01/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 3 mois et 4 jour(s)				

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			R.G. 6923/2014, 07/08/2014	23/02/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 19 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6656/2014, 20/10/2014	23/02/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 19 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7209/2014, 21/10/2014	23/02/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 19 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7700/2014, 01/11/2014	24/02/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 19 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6518/2014, 01/11/2014	27/02/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 18 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7699/2014, 04/11/2014	12/03/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 30 jour(s)		
			Tribunal de Naples, R.G. 1546/2015, 12/03/2015	12/03/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 30 jour(s)		
			Tribunal de Naples, R.G. 1546/2015, 12/03/2015	20/03/2015	en cours Plus de 10 année(s) et 22 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 0234/2014, 28/12/2014				

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7210/2014, 30/11/2014</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7757/2014, 30/11/2014</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 10335/2014, 15/01/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 10506/2014, 16/01/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7228/2014, 12/11/2014</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 9668/2014, 24/09/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4242/2015, 06/07/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere,</p>	<p>15/04/2015</p> <p>15/04/2015</p> <p>25/05/2015</p> <p>25/05/2015</p> <p>17/06/2015</p> <p>24/09/2015</p> <p>05/10/2015</p> <p>08/10/2015</p>	<p>en cours Plus de 9 année(s) et 11 mois et 27 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 11 mois et 27 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 10 mois et 17 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 10 mois et 17 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 9 mois et 25 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 6 mois et 18 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 6 mois et 6 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 9 année(s) et 6 mois et 3 jour(s)</p>		
--	--	--	--	---	---	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			R.G. 6760/2014, 27/02/2015	08/10/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 6 mois et 3 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7504/2014, 27/02/2015	28/10/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 5 mois et 14 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2958/2015, 14/05/2015	02/11/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2799/2015, 25/05/2015	26/11/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 4 mois et 16 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2390/2015, 17/06/2015	26/11/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 4 mois et 16 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4958/2015, 28/07/2015	26/02/2016	en cours Plus de 9 année(s) et 1 mois et 16 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 686/2016, 26/02/2016	07/03/2016	en cours Plus de 9 année(s) et 1 mois et 4 jour(s)		
			Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6850/2015, 14/08/2015	07/03/2016	en cours		

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 9763/2015, 03/11/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 9119/2015, 16/10/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 8038/2015, 28/09/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2263/2016, 14/03/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2199/2016, 30/03/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4677/2015, 10/09/2015</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3059/2016, 12/04/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere,</p>	<p>11/03/2016</p> <p>14/03/2016</p> <p>14/03/2016</p> <p>30/03/2016</p> <p>05/04/2016</p> <p>12/04/2016</p> <p>13/05/2016</p>	<p>Plus de 9 année(s) et 1 mois et 4 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 1 mois</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 28 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 28 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 12 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 9 année(s) et 6 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 11 mois et 30 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 10 mois et 29 jour(s)</p>	
--	--	--	--	---	---	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			R.G. 4100/2016, 13/05/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2170/2016, 21/03/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2198/2016, 11/03/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2335/2016, 14/03/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2594/2016, 24/03/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2241/2016, 29/03/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3068/2016, 19/04/2016 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3066/2016, 05/04/2016 Tribunal de	14/07/2016 15/07/2016 18/07/2016 18/07/2016 25/07/2016 31/08/2016 05/09/2016 06/09/2016	en cours Plus de 8 année(s) et 8 mois et 28 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 8 mois et 27 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 8 mois et 24 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 8 mois et 24 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 8 mois et 17 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 7 mois et 11 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 7 mois et 6 jour(s) en cours		
--	--	--	---	--	--	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2338/2016, 29/03/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2595/2016, 15/04/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2596/2016, 15/04/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2605/2016, 04/04/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3056/2016, 08/04/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3057/2016, 17/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3071/2016, 24/05/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4072/2016, 26/05/2016</p>	<p>07/09/2016</p> <p>07/09/2016</p> <p>12/09/2016</p> <p>14/09/2016</p> <p>27/10/2016</p> <p>28/10/2016</p> <p>31/10/2016</p>	<p>Plus de 8 année(s) et 7 mois et 5 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 7 mois et 4 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 7 mois et 4 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 6 mois et 30 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 6 mois et 28 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 5 mois et 15 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 5 mois et 14 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 8 année(s) et 5 mois et 11 jour(s)</p>		
--	--	--	---	---	--	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4753/2016, 14/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4089/2016, 01/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4074/2016, 01/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3051/2016, 06/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4093/2016, 06/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4076/2016, 06/06/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7025/2016, 22/07/2016</p> <p>Tribunal de</p>	<p>31/10/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>02/11/2016</p> <p>04/11/2016</p>	<p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 11 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 9 jour(s)</p>		
--	--	--	--	---	--	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4048/2016, 27/05/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3067/2016, 20/05/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 5224/2016, 15/07/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6376/2016, 28/07/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 4095/2016, 23/05/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6549/2016, 22/07/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6560/2016, 08/08/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7103/2016, 08/08/2016</p>	<p>09/11/2016</p> <p>09/11/2016</p> <p>27/12/2016</p> <p>07/02/2017</p> <p>14/02/2017</p> <p>17/02/2017</p> <p>17/02/2017</p>	<p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 7 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 2 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 5 mois et 2 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 3 mois et 15 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 2 mois et 4 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 1 mois et 28 jour(s)</p> <p>en cours Plus de 8 année(s) et 1 mois et 25 jour(s)</p> <p>en cours</p>		
--	--	--	---	---	--	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6751/2016, 04/08/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7794/2016, 20/09/2016</p> <p>Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 4811/2014, 29/03/2017</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 5422/2016, 01/08/2016</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6244/2016, 27/07/2016</p> <p>Cour d'Appel de Naples, R.G. 7919/2012, 11/05/2017</p> <p>Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 2242/2018, 19/12/2018</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 11100/2011, 07/10/2019</p>	<p>22/02/2017</p> <p>27/02/2017</p> <p>29/03/2017</p> <p>10/04/2017</p> <p>28/04/2017</p> <p>11/05/2017</p> <p>19/12/2018</p> <p>07/10/2019</p>	<p>Plus de 8 année(s) et 1 mois et 25 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 1 mois et 20 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 1 mois et 15 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 13 jour(s) en cours Plus de 8 année(s) et 1 jour(s) en cours Plus de 7 année(s) et 11 mois et 14 jour(s) en cours Plus de 7 année(s) et 11 mois en cours Plus de 6 année(s) et 3 mois et 23 jour(s) en cours</p>		
--	--	--	--	---	---	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

			<p>Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 1848/2019, 15/06/2020</p> <p>Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 1849/2019, 15/06/2020</p> <p>Tribunal de Naples, R.G. 9214/2018, 23/06/2020</p> <p>Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2621/2016, 14/07/2020</p> <p>Tribunal de Naples, R.G. 11258/2018, 21/07/2020</p> <p>Tribunal de Naples Nord, R.G. 5792/2018, 22/07/2020</p> <p>Tribunal de Torre Annunziata, R.G. 6553/2018, 29/09/2020</p> <p>Tribunal de Naples, R.G. 23948/2018, 28/04/2021</p> <p>Tribunal de Naples Nord, R.G. 3360/2019, 08/05/2021</p>	<p>15/06/2020</p> <p>15/06/2020</p> <p>23/06/2020</p> <p>14/07/2020</p> <p>21/07/2020</p> <p>22/07/2020</p> <p>29/09/2020</p> <p>28/04/2021</p> <p>08/05/2021</p>	<p>Plus de 5 année(s) et 6 mois et 4 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 9 mois et 27 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 9 mois et 27 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 9 mois et 19 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 8 mois et 28 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 8 mois et 21 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 8 mois et 20 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 4 année(s) et 6 mois et 13 jour(s)</p> <p>en cours</p> <p>Plus de 3 année(s) et 11 mois et 14 jour(s)</p>		
--	--	--	---	---	---	--	--

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

				Tribunal de Naples Nord, R.G. 11731/2019, 08/05/2021	08/05/2021	en cours Plus de 3 année(s) et 11 mois et 3 jour(s) en cours Plus de 3 année(s) et 11 mois et 3 jour(s)			
9.	21366/24 16/07/2024	Rachele Stefania TORTALE 1976	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2132/13, 29/03/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3410/13, 05/04/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 1087/13, 05/04/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 5957/13, 14/06/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6517/13, 27/06/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6557/13, 27/06/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 2281/13, 05/04/2013 Tribunal de	02/07/2013 01/08/2013 01/10/2013 01/10/2013 01/10/2013 01/10/2013 09/10/2013 09/10/2013	en cours Plus de 11 année(s) et 9 mois et 9 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 8 mois et 10 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 6 mois et 10 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 6 mois et 10 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 6 mois et 10 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 6 mois et 10 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 6 mois et 2 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta (CUB)</i> Paiement des honoraires d'avocat ("avvocato antistatario")	5 000	250

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

				Santa Maria Capua Vetere, R.G. 3140/13, 05/04/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7719/13, 30/07/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6824/13, 29/07/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7243/13, 29/07/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 6823/13, 16/09/2013 Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 9569/13, 21/10/2013	13/11/2013 09/12/2013 09/12/2013 24/12/2013 21/02/2014	Plus de 11 année(s) et 6 mois et 2 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 4 mois et 29 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 4 mois et 2 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 4 mois et 2 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 3 mois et 18 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 1 mois et 21 jour(s)			
10.	21513/24 26/07/2024	Francesco CANGIANO 1974	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Naples Nord, R.G. 12591/14, 20/01/2015	23/04/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 11 mois et 19 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement pour prestations professionnelles.	12 000	250
11.	21521/24 26/07/2024	Antonio TOMMASINO 1970	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Naples Nord, R.G. 204/13, 17/10/2013	08/11/2013	en cours Plus de 11 année(s) et 5 mois et 3 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta.</i> Paiement pour prestations professionnelles.	9 600	250
12.	21525/24 26/07/2024	Giacomo TORTALE 1966	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 405/13, 06/02/2013	23/04/2013	en cours Plus de 11 année(s) et 11 mois et 19 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i>	16 200	250

ARRÊT ROSSETTI ET AUTRES c. ITALIE

				Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 7720/13, 24/10/2013 Tribunal de Naples Nord, R.G. 2783/13, 19/12/2013 Tribunal de Naples Nord, R.G. 10580/14, 18/11/2014	24/10/2013 19/12/2013 12/02/2015	en cours Plus de 11 année(s) et 5 mois et 18 jour(s) en cours Plus de 11 année(s) et 3 mois et 23 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 30 jour(s)	Paiement pour prestations professionnelles.		
13.	21527/24 26/07/2024	Maria DI VIRGILIO 1959	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Naples Nord, R.G. 874/15, 11/02/2015	22/09/2015	en cours Plus de 9 année(s) et 6 mois et 20 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta.</i> Paiement pour prestations professionnelles.	12 500	250
14.	21528/24 26/07/2024	Salvatore LICCARDO 1968	Gianpiero Pasquariello Caserte	Tribunal de Santa Maria Capua Vetere, R.G. 403/13, 06/02/2013 Tribunal de Naples Nord, R.G. 10645/14, 24/11/2014	23/04/2013 12/02/2015	en cours Plus de 11 année(s) et 11 mois et 19 jour(s) en cours Plus de 10 année(s) et 1 mois et 30 jour(s)	<i>Consorzio Unico di Bacino delle Province di Napoli e Caserta</i> Paiement pour prestations professionnelles.	16 200	250

¹ Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.

² Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.